

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220509-lmc1168255-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 11 mai 2022
Date d'affichage : 11/05/2022

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 9 MAI 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 22/297 AVENANT N°1 A LA CONVENTION AVEC L'ETAT RELATIVE A L'EXERCICE DE LA POLICE PORTUAIRE POUR LE PORT DE TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/297

BUREAU DU 9 MAI 2022

**O B J E T : AVENANT N°1 A LA CONVENTION AVEC L'ETAT
RELATIVE A L'EXERCICE DE LA POLICE PORTUAIRE
POUR LE PORT DE TOULON - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'article 6.1 de la convention relative à l'exercice de police portuaire, port de Toulon, du 25 novembre 2016,

VU le marché 21MRL21-21621 notifié le 02 avril 2021, relatif à la maîtrise d'œuvre pour la construction de la nouvelle capitainerie,

VU le courrier de la DDTM du 25 mai 2021, proposant de relocaliser temporairement les agents de la capitainerie au sein des locaux de la DDTM,

CONSIDERANT que lors de la construction de la nouvelle capitainerie, projet élaboré par le cabinet d'architectes POIESIS, les agents devront exercer leurs missions dans un autre local pendant la durée des travaux, estimée à 10 mois,

CONSIDERANT que la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) met à disposition des locaux situés dans l'enceinte de la DDTM, à proximité de l'actuelle capitainerie permettant aux agents de poursuivre leurs missions,

CONSIDERANT que l'aménagement de ces locaux en capitainerie provisoire, nécessite des travaux dont une partie sera prise en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que le coût de ces travaux est le suivant :

Objet	Entreprise	Marché	Montant en €		
			HT	TVA	TTC
Mise aux normes électriques	DEGREANE	02RL18-18301	5 352,90 €	1 070,58 €	6 423,48 €
Diagnostic amiante	SOCOTEC	77RL20-20376	307,00 €	61,40 €	368,40 €
Déplacement antenne VHF	AMCOM	25MAP2019-1975	1 465,65 €	293,13 €	1 758,78 €

TOTAL HT	7 125,55 €
TVA	1 425,11 €
TOTAL TTC	8 550,66 €

CONSIDERANT que le coût total des travaux d'aménagement en capitainerie provisoire dans les locaux de la DDTM est moins impactant financièrement qu'une location de modulaires, tout en offrant de bonnes conditions de travail aux agents,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'avenant n°1 à la convention avec l'Etat, relative à l'exercice de la police portuaire pour le port de Toulon.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 joint.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n°060202 – article n°2313 – budget annexe 30 Toulon port de commerce.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 9 mai 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE A L'EXERCICE DE POLICE PORTUAIRE
PROJET NOUVELLE CAPITAINERIE – VOLET IMMOBILIER

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET
LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE représentée par son Président Monsieur Hubert Falco, agissant en vertu de la délibération n° du Bureau Métropolitain du , ci-après désignée Métropole Toulon Provence Méditerranée, d'une part.

ET

L'Etat représenté par Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, place Félix Baret, 13282 MARSEILLE cedex 06

Article 1^{er} – Exposé des motifs

Conformément à l'article 6.1. de la convention relative à l'exercice de police portuaire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- met à disposition de l'autorité investie du pouvoir de police les locaux nécessaires à l'exercice des missions de la Capitainerie ;
- prend en charge les dépenses d'aménagement de la Capitainerie.

Les bâtiments modulaires existants sur le quai de la Corse d'une superficie d'environ 113m², sont vétustes et ne répondent plus aux normes en vigueur.

Par courrier en date du 30 août 2019, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer à missionner une équipe en interne afin de recueillir les besoins des agents de la capitainerie pour des nouveaux locaux, dans la perspective de lancer un marché de maîtrise d'œuvre puis de travaux pour la construction d'un nouveau bâtiment. Le 2 avril 2021, un marché de maîtrise d'œuvre bâtiment (n° 21MRL21-21621) lancé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée a été notifié, répondant à cet objectif. La nouvelle capitainerie sera construite quasiment au même endroit que l'actuelle.

Les agents de la Capitainerie devront donc exercer leurs missions dans un autre local pendant la durée des travaux.

Article 2 – Lieu d'implantation provisoire

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer a proposé à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une solution de relocalisation temporaire des agents:

- dans des locaux situés dans l'enceinte de la DDTM et à proximité de l'actuelle capitainerie mais en dehors de la zone des futurs travaux ;
- sans impact négatif sur l'exercice des missions de la capitainerie et l'exploitation commerciale du port ;
- à moindre coût tout en offrant une solution transitoire qualitative en termes de conditions de travail aux agents.

Les agents de la capitainerie seront relocalisés, le temps des travaux, dans l'ancien logement du gardien de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM). Ce logement situé 244 avenue de l'infanterie de Marine 83000 Toulon, est mis à disposition à titre gratuit par l'Etat pour la durée des travaux de construction de la nouvelle capitainerie.

Afin de transformer l'ancien logement du gardien en bureaux, l'Etat autorise la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à réaliser les travaux de mises aux normes électriques, les diagnostics amiante et incendie, le déplacement provisoire de l'antenne VHF et du boîtier AIS.

Les travaux de construction de la nouvelle capitainerie, quai de la Corse à Toulon, sont estimés à 12 mois, la livraison est prévue fin 2022/début 2023. Dès la réception des travaux et l'emménagement des agents dans la nouvelle capitainerie, les locaux mis à disposition par l'Etat lui seront restitués avec les aménagements réalisés, sans indemnité.

Article 3 – Répartition des travaux

Pour transformer l'ancien logement de fonction du gardien en capitainerie provisoire, des travaux d'aménagements sont nécessaires.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée prendra à sa charge :

- le diagnostic amiante
- le diagnostic incendie des locaux
- les travaux électriques pour l'aménagement des bureaux, de l'espace repas, de la salle de bain, du couloir
- la conformité électrique délivrée après les travaux
- le déplacement provisoire de l'antenne VHF, avant installation sur le nouveau bâtiment de la Capitainerie.

La Direction Départementale des territoires et de la mer prendra à sa charge :

- les travaux de propreté (petite menuiserie, ménage avant emménagement, etc...)
- le déménagement
- l'équipement des locaux de vie avec du mobilier adéquat
- l'installation informatique
- les dépenses d'énergie, de fluides
- l'entretien des 2 appareils de chauffage-climatisation et du chauffe-eau
- l'entretien des locaux (nettoyage, ménage)

Article 4 – Clauses et conditions de la convention initiale

Toutes les autres clauses et conditions de la convention initiale demeurent inchangées tant qu'elles ne sont pas contraintes au présent avenant.

Article 5 – Durée de cet avenant

Cet avenant est provisoire puisqu'il n'est utile que pendant la durée de réalisation de la nouvelle capitainerie du port de Toulon. Il deviendra caduc à la date de réception des travaux de la nouvelle capitainerie. Le calendrier des travaux sera communiqué et précisé courant 2022 et 2023, au directeur départemental des territoires et de la mer, et au service local du Domaine du Var. La mise à disposition des locaux de la DDTM prendra fin suite à un état des lieux contradictoire de la nouvelle capitainerie du port, et à la remise des clés.

Fait en trois exemplaires originaux, en français, dont un exemplaire sera conservé en minute au service local du Domaine du Var.

A Toulon, le

Le Préfet de la région
Provence Alpes Côtes d'Azur

Christophe MIRMAND

Le Président
de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Toulon, le 02 AVR. 2021

Hubert FALCO
Président de la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

à

POIESIS
60 RUE COLBERT
83150 BANDOL

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

DGA Finances et Moyens

Claude WEISSE – Directeur Général Adjoint

Affaire suivie par :

Direction de la Commande Publique

Responsable : Chantal SAICHI

Zineb AMIRAT

Organisation, CAO, Attribution, Notification

Téléphone : 04 94 46 73 97 / Télécopie : 04 94 46 72 30

E-mail : zamirat@metropoletpm.fr

Objet : **20MAP35- PRESTATIONS DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UN
BATIMENT MODULAIRE POUR LA CAPITAINERIE DE TOULON**

Marché n° : **21MRL21-21621**

N/Réf. : **2020/CW/CS/MC/ZA/**

Objet : **Notification**

Pour le groupement POIESIS/CERRETTI/ETUDE PILOTAGE REALISATION
Sous-traitant : THERNOVA

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous notifier le marché mentionné en objet, et conclu pour un montant total de :

79 400 € HT

Forfait de rémunération provisoire : 75 200.00 € HT

Élément complémentaire DEM : 4 200 € HT

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 3 ans y compris année de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle du marché est de 3 ans.

Les documents contractuels, ci-joints, sont à conserver par vos soins.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,
Alexis VILLEMEN
Directeur Général Adjoint des Services
Aménagements, Ports, Mobilités et Energies





**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

Service SML
Capitainerie
Lionel MOSNIER
Commandant par intérim

Toulon, le 25 Mai 2021

Le directeur départemental des territoires
et de la mer

à

La directrice générale des services de la
métropole
Toulon Provence Méditerranée
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON – Cedex 09

Objet : DDTM – SML - Relocalisation de la capitainerie

Dans le cadre de la construction de la nouvelle capitainerie du port de Toulon - la Seyne, sur le site de Toulon-Côte d'Azur (TCA), il convient d'assurer la continuité des missions portées par les Officiers de port durant la phase de travaux.

Lors de la réunion de lancement des études de maîtrise d'oeuvre, en présence de vos services et du cabinet d'architecte retenu, il a été évoqué la possibilité de relocaliser temporairement la capitainerie au sein de la DDTM. Cette option permettrait de ne pas grever le budget alloué à la réalisation d'une capitainerie pérenne, en adéquation avec l'importance et les enjeux du Port de Toulon - la Seyne, et de faciliter la phase de chantier en limitant les risques liés à la coactivité.

La DDTM peut proposer des locaux permettant d'accueillir la capitainerie et ses personnels à l'intérieur du bâtiment « Ouest ». Cette solution présente plusieurs avantages :

- la proximité avec les services portuaires,
- une réduction de l'impact de l'opération sur la surface de l'exploitation des quais (libération d'emprise),

Adresse postale : Préfecture – DDTM – SML CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX
Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face aux pompiers
Téléphone 04 94 46 83 83
Courriel : ddtm-toulonport@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

- des possibilités d'accès et de fonctionnement indépendants (entrée séparée et accessible par le portillon du port),
- un impact financier réduit (évite la location de préfabriqués durant la phase de travaux).

Pour que cette option puisse être envisagée, il conviendra néanmoins de réaliser quelques travaux préalables au déménagement de la capitainerie. Une première visite interne à la DDTM a permis d'identifier les besoins suivants :

- équiper le logement d'une radio marine VHF avec son antenne, revoir la distribution courant forts et faibles (alimentation, téléphone, informatique) en fonction de la localisation des postes de travail,
- réaliser des travaux de propreté (peinture, nettoyage) et d'équipement de la cuisine,

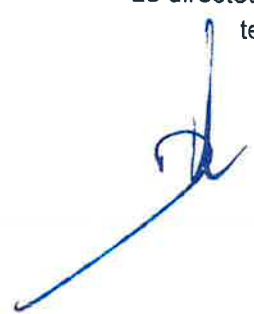
Le financement de ces travaux me semble incomber, en application de la convention relative à l'exercice de la police portuaire conclue entre l'État et TPM (article 6), à la métropole.

Les opérations de déménagement du mobilier et des postes de travail de l'actuelle capitainerie, à prévoir dans le cadre de cette opération, seront à organiser par phases afin de permettre la continuité de service.

Le chef du service mer et littoral et le commandant de port par intérim sont à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, visite des locaux ou précisions sur les aménagements nécessaires au transfert provisoire de la capitainerie dans ces locaux.

Le directeur départemental des
territoires et de la mer

D. BARJON.



ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**20MAP35 : Prestations de maîtrise d'œuvre pour la
construction d'un bâtiment modulaire pour la
Capitainerie de Toulon**

Mois M = ..octobre 2020

Cadre réservé à l'acheteur

CONTRAT N°

2111221-21621

NOTIFIE LE

.....

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Hôtel de la Métropole
107 Boulevard HENRI FABRE
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9
Tél : 0494055824

[Signature]

SOMMAIRE

1 - Identification de l'acheteur.....	3
2 - Identification du co-contractant	3
3 - Dispositions générales	4
3.1 - Objet	4
3.2 - Mode de passation	5
3.3 - Forme de contrat.....	5
4 - Prix	5
5 - Durée et Délais d'exécution	7
6 - Paiement	7
7 - Avance	8
8 - Nomenclature(s).....	8
9 - Signature	9
ANNEXE N° 1 : MISSIONS ET RÉPARTITIONS DES HONORAIRES	11
ANNEXE N° 2 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS	12

1 - Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme : METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Comptable assignataire des paiements : Le Trésorier Payeur Municipal de Toulon,

Imputation budgétaire :

Budget	30 - B.A. Toulon Port de Commerce
Opération	01DEVOT19
Nomenclature interne	7305 MAÎTRISE D'ŒUVRE, Y COMPRIS PRESTATIONS D'ARCHITECTURE PAYSAGÈRE

2 - Identification du co-contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses administratives particulières n° 20MAP35 qui fait référence au CCAG - Prestations Intellectuelles et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M
Agissant en qualité de

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ²

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

(1) Date et signature originales

Handwritten signature

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

Mme Martine HENRIOT.....
Agissant en qualité de .gérante de la SARL POÏESIS

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale : SARL POÏESIS

Adresse : 60 Rue Colbert 83150 BANDOL

Courriel : admin@poiesis.archi

Numéro de téléphone : 0494220154

Numéro de SIRET 495 254 799 000 28

Code APE : 7111Z

Numéro de TVA intracommunautaire : FR83495254799

S'engage, au nom des membres du groupement ², sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

3 - Dispositions générales

3.1 - Objet

Le présent Acte d'Engagement concerne :

Prestations de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment modulaire pour la Capitainerie de Toulon

L'opération consiste à relocaliser la capitainerie du port de commerce de Toulon la Seyne Brégaillon, site de Toulon Côte d'Azur, commune de Toulon.

Le projet, qui sera soumis à l'avis de l'ABF (Architecte des bâtiments de France), doit permettre d'améliorer l'intégration architecturale de ce nouveau bâtiment au sein du port de commerce de Toulon.

Le bâtiment sera de type modulaire, la structure reposera sur des fondations superficielles. Il sera conçu pour répondre au climat méditerranéen et notamment aux contraintes de vent et d'ensoleillement. Il devra répondre aux normes de la réglementation thermique et phonique en vigueur et sa construction sera « écoresponsable ».

Les prestations comprennent les éléments de mission suivants :

Mission de base :

ESQ Esquisse

APS Avant-projet sommaire

APD Avant-projet définitif

PRO Etudes de projet

ACT Assistance pour la passation du contrat de travaux

VISA Conformité et visa d'exécution au projet

(1) Date et signature originales

DET Direction de l'exécution des travaux
AOR Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Ainsi que la mission complémentaire suivante :

DEM Démolition

Le contenu des missions confiées est conforme à l'Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le détail des prestations et éléments de mission figure au CCTP joint au DCE.

3.2 - Mode de passation

La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

3.3 - Forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

4 - Prix

Les prestations du maître d'œuvre seront réglées par un prix global et forfaitaire (forfait de rémunération).

La part de l'enveloppe prévisionnelle du maître de l'ouvrage affectée aux travaux est fixée à 800 000,00 € HT.

Le coût prévisionnel définitif sera établi dans les conditions prévues au CCAP.

Le taux de rémunération (t) est fixé à : 9,40 %

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage. Il est fixé à :

Montant HT	: 75200,00	Euros
TVA (taux de%)	: 15040,00	Euros
Montant TTC	: 90240,00	Euros
Soit en toutes lettres	: Quatre-vingt dix-mille deux-cent quarante euros	

Mission de base

Les prestations du maître d'œuvre seront réglées par un prix global et forfaitaire (forfait de rémunération).

Le forfait de rémunération pour la mission de base est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage :

La part de l'enveloppe prévisionnelle du maître de l'ouvrage affectée aux travaux (C0) est fixée à **800 000 € HT.**

Le forfait initial provisoire de rémunération devient forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre dans les conditions prévues au CCAP (article 8).

(1) Date et signature originales

Le taux de rémunération (t) est fixé à : 9,40 %

L'évaluation de l'ensemble des éléments de mission, telle qu'elle résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération et de la description de ces éléments, sur la base de l'enveloppe prévisionnelle provisoire des travaux et du taux de rémunération global provisoire t, donne le forfait initial provisoire de rémunération (C0 x t) suivant :

Montant du forfait de rémunération provisoire en € HT (Forfait de rémunération hors mission complémentaire)	75200,00
--	----------

Le tableau ci-après indique la décomposition du forfait de rémunération provisoire, par élément de mission pour la mission de base :

Le forfait définitif est fixé selon les conditions définies au CCAP.

Eléments de mission	% Total	Total en € HT
ESQ	8	6016
APS	10	7520
APD	14	10528
PRO	16	12032
ACT	8	6016
Sous-total phase CONCEPTION	56	42112
VISA	6	4512
DET	33	24816
AOR	5	3760

(1) Date et signature originales

Sous-total phase REALISATION	44	33088
TOTAL global Forfait de rémunération <u>provisoire</u> (hors mission complémentaire) pour les phases CONCEPTION et REALISATION	100 %	75200 € HT

Mission complémentaire DEM Démolition:

La mission complémentaire DEM est rémunérée par un prix global et forfaitaire définitif.

La mission DEM est délivrée par l'émission d'un ordre de service, elle est fixée à :

Elément complémentaire : DEM	
Montant forfaitaire définitif en € HT	4200 € HT

La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'annexe 1 au présent acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération objet du présent contrat ou de ses Avenants.

5 - Durée et Délais d'exécution

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 3 ans y compris année de parfait achèvement.

6 - Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

- Ouvert au nom de : POIESIS

pour les prestations suivantes : Architecte mandataire

Domiciliation : SANARY.....

Code banque : 10278 Code guichet : 09079 N° de compte : 00020213301 Clé RIB : __

IBAN : FR76 1027 8090 7900 0202 1330 106

BIC : CMCIFR2A

- Ouvert au nom de : EURL BET CERRETTI

pour les prestations suivantes : BET VRD

Domiciliation : 13720 LA BOUILLADISSE

Code banque : 11306 Code guichet : 00037 N° de compte : 99625326000 Clé RIB : 24

(1) Date et signature originales

IBAN : FR76 1130 6000 3799 6253 2600 024
BIC : AGRIFRPP813

- Ouvert au nom de : ETUDE PILOTAGE REALISATION
pour les prestations suivantes : BET STRUCTURES
Domiciliation : BNPPARB HYERES (00484)
Code banque : 30004 Code guichet : 00484 — N° de compte : 00025290406 — Clé RIB : 20
IBAN : FR76 3000 4004 8400 0252 9040 620
BIC : BNPAFRPPTLN

En cas de groupement, le paiement est effectué sur ¹ :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

7 - Avance

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

☐ NON

☐ OUI

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

☐ Mon entreprise est une PME au sens de l'article R2151-13 du CCP2019 : je bénéficie d'une avance de 10%

☐ Mon entreprise n'est pas une PME au sens de l'article R2151-13 : je bénéficie d'une avance de 5%

8 - Nomenclature(s)

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71240000-2	Services d'architecture, d'ingénierie et de planification
71242000-6	Préparation du projet et de la conception, estimation des coûts

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
7305	MAÎTRISE D'ŒUVRE, Y COMPRIS PRESTATIONS D'ARCHITECTURE PAYSAGÈRE

(1) Date et signature originales

NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....
.....

☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :

.....
.....

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :

.....
.....

☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....
.....

et devant être exécutée par : en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise

☐ sous-traitant

A

Le

Signature ⁽¹⁾

(1) Date et signature originales

ANNEXE N° 1 : MISSIONS ET RÉPARTITIONS DES HONORAIRES

Forfait de rémunération : 75200 Euros H.T.
Taux de rémunération : 9,40 %

Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux : 800 000,00 € HT

Les pourcentages de chaque élément de mission sont les suivants :

Eléments de mission	Total sur honoraire %	Total global HT	Répartition par cocontractant				
			Part de POIESIS	Part de EPR	Part de CERRETTI	Part de	Part de
ESQ	8	6016	5414,40	300,80	300,80		
APS	10	7520	6016,00	752,00	752,00		
APD	14	10528	7159,04	1684,48	1684,48		
PRO	16	12032	8181,76	1925,12	1 925,12		
ACT	8	6016	4512,00	601,60	902,40		
VISA	6	4512	3609,60	451,20	451,20		
DET	33	24816	21093,60	1240,80	2 481,60		
AOR	5	3760	3196,00	0	564,00		
TOTAL	100,0 %	75200	59182,40	6956,00	9 061,60		

Elément de mission	Montant HT	Répartition par cocontractant				
		Part de POIESIS	Part de EPR	Part de CERRETTI	Part de	Part de
DEM	4200	4200	0	0		

Signatures et cachets



ANNEXE N° 2 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SARL POIESIS SIRET : 495 254 799 000 28.....Code APE7111Z	Architecture Paysage	59182,40	20%	71018,88
N° TVA intracommunautaire : FR83495254799				
Adresse : 60 Rue Colbert 83150 BANDOL				
Dénomination sociale : ETUDE PILOTAGE REALISATION SIRET : 394 805 915 000 37 — Code APE...7112B N° TVA intracommunautaire : 0001 FR33 394 Adresse : 153 Rue Charles Lejeune 83100 TOULON	Ingénieur structure	6956,00	20%	8347,20
Dénomination sociale : EURL CERRETTI SIRET : 49200624200027.Code APE 7112 B N° TVA intracommunautaire : 0249 2006 242 Adresse : Square de l'Arboretum – Bâtiment D2 – ZAC de la Millonne – 59 rue de Saint-Mandrier – 83140 SIX-FOURS-LES- PLAGES	Spécialiste VRD	9061,60	20%	9061,60
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux	75200,00	20%	90240,00

9 - Signature

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

(Ne pas compléter dans le cas d'un dépôt signé électroniquement)

Fait en un seul original

A BANDOL.
Le 20/11/2020

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement ¹

mandataire
L 25-03-21
Signature

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée

A Toulon
Le

02 AVR. 2021

Pour Toulon Provence Méditerranée
Pour le Président, par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,

Amenagements, Ports,
Mobilités et Énergies
VILLERMA

(1) Date et signature originales

MARCHES PUBLICS

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 2362-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

■ Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE HÔTEL DE LA MÉTROPOLE
107 BOULEVARD HENRI FABRE CS 30536 83041 TOULON CEDEX 9**

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

**Prestations de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment modulaire
pour la Capitainerie de Toulon**

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

☒ un document annexé à l'offre du soumissionnaire

☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)

☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
POÏESIS Architectes

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

**60 Rue Colbert
83150 BANDOL**

■ Adresse électronique :

admin@poiesis.archi

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

Tel : 04.94.22.01.54 / Fax : 09 72 61 22 49

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

400 254 799 000 28

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

SARL

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

SARL POÏESIS représentée par Mme Martine HENRIOT

E - Identification du sous-traitant

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
SARL THERNOVA

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :
399 Avenue des Templiers – 13400 AUBAGNE -

■ Adresse électronique :
contact@thernova.fr

■ Numéros de téléphone et de télécopie :
07.68.73.27.70

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :
821 379 112 00013

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

SARL enregistrée au RCS LE 05.07.2016

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :
(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

M. Adrien DUMOULIN Gérant

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☒ Non

■ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement et à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance.)

■ Nature des prestations sous-traitées :

Etudes thermiques

■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : Etudes thermiques

La durée du traitement est : 3 Jours

La nature des opérations réalisées sur les données est : ETUDE THERMIQUE

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☒ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

■ Dans les marchés de défense et de sécurité, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

G - Prix des prestations sous-traitées

■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 1000€
- Montant TTC : 1200€

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2^e paragraphe de l'article 283 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Montant hors TVA :

■ **Modalités de variation des prix :**

■ **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** ([article R. 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

H - Conditions de paiement

■ **Compte à créditer :**
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

CCM MARSEILLE GAMBETTA

Nom de l'établissement bancaire :

CREDIT MUTUEL

Numéro de compte :

00021025501

■ **Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :**
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☒ Non

I - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

- Voir présentation dans dossier de candidature
-
-
-
-

I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

202

J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

J2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- OU
- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
 - ☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

- OU
- ☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;
 - ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A Aubagne , le 23/11/2020

A Bandol , le 23/11/2020

Le sous-traitant : Adrien DUMOULIN, Gérant

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

(personne identifiée rubrique E du DC4)

offre soumissionnaire
le 25.11.2020

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A Bandol , le 02 AVR. 2021

Le représentant de l'acheteur :

Pour le Président
Par délégation
Le Directeur Général Adjoint des Services

Aménagements, Ports, Nautiques
et énergies

Alexis VILLEMEN

M - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____ , le